

## INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

### Recherches kényanes

BARKAN (Joël D.), OKUMU (John J.), eds. — *Politics and Public Policy in Kenya and Tanzania* - New York..., Praeger Publishers, 1979. XIV - 300 p. Bibliogr. Index (Praeger Special Studies).

S'il ne manque pas d'ouvrages consacrés au Kenya ou à la Tanzanie, rares sont ceux qui offrent une comparaison de ces deux pays plus souvent perçus dans leurs oppositions que dans leurs similitudes. L'ouvrage collectif dirigé par Joël Barkan et John Okumu comble cette lacune et, dans la confrontation raisonnée des deux systèmes, nous apprend finalement beaucoup sur chacun d'eux. Les auteurs refusent de juger *a priori* ; mieux encore, ils entendent insister sur ce qui rapproche plus que sur ce qui différencie et veulent aborder les réalités et les évolutions en fonction des objectifs que se sont fixés les dirigeants des deux pays. Dans ce cadre, on peut distinguer un fonds commun, celui qu'ont construit l'histoire de la colonisation, l'histoire de la lutte anticoloniale, l'histoire des années qui suivirent l'indépendance ; arrière-plan à quoi viennent s'ajouter des données écologiques incontournables : l'absence de minerais en quantités importantes, l'aridité de certaines zones et les disparités régionales qui s'y fondent.

Les politiques, axes de ce volume, ont pour objet de maîtriser ces réalités

et, rapidement, divergent. Joël Barkan et John Okumu montrent comment sont à l'œuvre des conceptions différentes de la démocratie et du parti (voué dans les deux cas à devenir unique) ; Goran Hyden va au-delà du concept flou de bureaucratie pour prouver que le mouvement en Tanzanie s'accommode d'un appareil administratif lourd et pas toujours efficace quand le libéralisme kényan et l'intéressement aux affaires engendrent la continuité ; Claude Ake insiste sur la nécessité de rapporter les idéologies aux réalités pour éviter bien des erreurs de perspective ; Frank Holmquist étudie la pérennité au Kenya, le déclin en Tanzanie des projets de développement communautaire pour mettre en évidence l'intérêt que la petite bourgeoisie y trouve dans ses tentatives d'accession au pouvoir ; Shem Migot-Adholla retrace la transformation des agricultures et des sociétés rurales ; Richard Stren s'attache aux politiques urbaines ; David Court montre comment fonctionnent deux systèmes éducatifs opposés et John Okumu termine sur les dilemmes des politiques extérieures et du développement.

En fin de compte, Kenya et Tanzanie restent confrontés aux mêmes problèmes ; la persistance des inégalités, les difficultés économiques ; ils entendent les résoudre par des moyens qui, maintenant, sont radicalement différents ; tous deux, sur leur voie

propre, connaissent succès et échecs. Cela ne préjuge en rien d'un avenir qui demeure lié à des contraintes externes et, surtout en ce qui concerne le Kenya, à une pression démographique inquiétante. [D.M.]

BOGONKO (Sorobea N.) — *Kenya 1945-1963, A study in African National Movements* - Nairobi, Kenya Literature Bureau, 1980, XIII-302 p. Bibliogr.

Lorsque l'on considère, au Kenya, la période 1945-1963, c'est bien évidemment sur le soulèvement Mau Mau et sur ses conséquences que l'accent est mis. L'intérêt du travail de S. Bogonko est de s'attacher surtout aux développements politiques et constitutionnels qui prirent place dans le même temps. Il pose, au départ, que la force du nationalisme kényan fut d'être, pour l'essentiel, unitaire et tend à démontrer la complémentarité des différentes formes de lutte et d'action, la communauté d'objectifs qui liait ceux qui se battaient dans les forêts et ceux qui occupaient le terrain légal, pesant sans défaillir sur le gouvernement colonial pour obtenir l'augmentation de la représentation africaine au Conseil législatif et le suffrage universel. Il vient ainsi compléter heureusement les indications qui affleuraient dans les souvenirs d'hommes liés davantage aux Mau Mau, comme J.-M. Kariuki (*Mau Mau Detainee*, London, Oxford University Press, 1963), de même qu'il offre, d'un point de vue kényan, le pendant à l'histoire politique rédigée il y a près de vingt ans par George Bennett (*Kenya: A Political History*, London, Oxford University Press, 1963). Sorobea Bogonko décrit l'organisation progressive des forces politiques africaines mais aussi les tensions centrifuges qu'elles ont toujours recélées ; il illustre l'incapacité des colons à prendre en charge, et même à comprendre, l'évolution du pays, leur absence de programme — sinon la préservation de leurs privilèges — jusqu'à ce que des hommes tels que Michael Blundell ou V.-S. Cooke — des traîtres aux

yeux de la majorité des Européens — acceptent la réalité d'un pouvoir africain futur et tentent d'y trouver aussi leur intérêt. Entre ces forces opposées, Londres, par le biais du Secrétariat aux Colonies et du Gouverneur local, hésite, refusant d'accorder aux colons une solution rhodésienne mais résistant aussi longtemps qu'il sera possible à l'idée d'un gouvernement africain. L'exposé de S. Bogonko pourrait sans doute être parfois plus clair ; une vraie conclusion en aurait accru l'intérêt ; mais tel quel, cet ouvrage est une bonne introduction à ces années capitales qui pèseront lourds sur l'histoire du Kenya indépendant. [D.M.]

FEDDERS (Andrew), SALVADORI (Cynthia) — *Peoples and cultures of Kenya*. — Nairobi, Transafrica ; Londres, Rex Collings, 1979. 167 p. Bibliogr. Index.

Agréablement mis en page et illustré, cet album est en fait beaucoup plus sérieux qu'il n'y paraît au premier abord. Il s'agit d'une des seules (sinon de la seule) introduction générale à peu près complète aux différentes populations du Kenya. S'appuyant à la fois sur les classifications linguistiques les plus récentes et les regroupements opérés lors de la publication des recensements kényans, A. Fedders et C. Salvadori proposent la description succincte mais précise de 36 groupes africains et une brève présentation des groupes humains d'autres origines installés au Kenya. Ces notices touchent aux problèmes des origines, toujours fort complexes, au développement des cultures, à la situation actuelle des populations. Des graphiques clairs viennent, en fin de l'ouvrage, préciser la nomenclature linguistique utilisée. De cette importante compilation, on peut tirer au moins un enseignement : c'est avec la plus grande prudence qu'il convient de manipuler, dans un pays comme le Kenya, les notions de cultures et d'ethnies. Point d'aboutissement de multiples migrations dont les flux étaient à peine stabilisés au moment

de la colonisation européenne, territoire parcouru d'innombrables mouvements au cours desquels les peuples se séparaient, se retrouvaient, se rencontraient, s'affrontaient, s'absorbaient, se détruisaient... le Kenya moderne abrite des collectivités dont les traits communs transgressent souvent les frontières officielles : l'importance rituelle du bétail ou les systèmes (eux-mêmes extrêmement variés) de classes d'âge, par exemple, sont assez largement répandus. Si la seule base acceptable de regroupement des hommes reste linguistique, il ne faut pas chercher à lui faire dire plus qu'elle ne doit et ne jamais oublier qu'elle recouvre des réalités très mélangées. L'utilisation du « tribalisme » dans l'analyse politique gagnerait énormément à une réflexion plus approfondie sur ces données. [D.M.]

GHAI (Dharam), GODFREY (Martin), eds. — *Essays on employment in Kenya*. — Nairobi, Kenya Literature Bureau, 1979. 181 p.

Le problème de l'emploi est certainement l'une des caractéristiques les plus générales des économies mal développées ; il revêt au Kenya une acuité particulière parce qu'il y correspond à un taux d'accroissement naturel de la population extrêmement élevé. Cette pression démographique, la rareté des terres arables disponibles ont fait du sous-emploi et du chômage des enjeux politiques décisifs depuis l'indépendance. Les gouvernements kényans se sont efforcés par divers moyens (dont les accords tripartites de 1964 et 1970 analysés dans ce volume) de mettre en place une politique de l'emploi. Les études ont été multipliées pour préparer les cadres de cette politique ; études menées par des organismes internationaux, telle celle maintenant fameuse du Bureau international du travail, ou dans les ministères et l'université kényans.

Le recueil que présentent Dharam Ghai et Martin Godfrey est une illus-

tration exemplaire du rôle que joue dans ce domaine l'Institute for development studies de l'Université de Nairobi : unité de recherche intégrée à l'Université, mais en prise directe sur les réalités du pays et bureau d'études destiné à préparer les décisions.

Quelques-uns de ces travaux, représentatifs de la diversité des approches indispensables à l'approfondissement des questions soulevées par l'emploi, sont rassemblés dans ce volume et, bien que portant pour la plupart sur le début des années 70, ils se révèlent stimulants et imposent de réfléchir sur certains clichés volontiers attachés à l'économie kényane. Celle-ci, par exemple, possède moins d'unités à haute intensité de capital qu'on ne le pense habituellement, les techniques qu'elle emploie requièrent généralement une main d'œuvre nombreuse. Du point de vue de l'emploi, ce sont donc moins les technologies utilisées au Kenya qui seraient à mettre en cause que les inégalités de rémunération et la sous-utilisation généralisée de la capacité de production installée. Les processus de migrations apparaissent dans ce contexte plus liés à la recherche d'un emploi qu'au désir de trouver un emploi mieux payé et les relations sociales induites par ces migrations aboutissent à condamner une fois de plus les théories dualistes (isolant « enclaves modernes » des « zones traditionnelles » ou les villes des campagnes) puisqu'elles sont en permanence parcourues par les individus, leurs revenus et leurs familles. L'une des conséquences de la politique de kényanisation poursuivie, notamment dans le commerce, par le gouvernement fut d'accroître le nombre des travailleurs indépendants et l'étude des revenus issus de ce type d'activité montre leur rentabilité économique et le taux de profit élevé qu'elles autorisent ; elle invite donc à questionner l'utilité sociale aussi bien qu'économique, de l'implantation de grandes surfaces dont le capital, au surplus, est en partie étranger.

La plupart de ces textes évoquent, ne serait-ce qu'en filigrane, la nécessité d'une politique globale de l'emploi qui prenne en compte aussi bien les emplois proprement dits, que les technologies, l'instruction, les rémunérations, les prix, etc. De ce point de vue, si les accords tripartites de 1964 et 1970 ne peuvent être véritablement considérés comme des échecs, il n'en reste pas moins que leur durée limitée ne leur a pas permis d'introduire des changements profonds dans le marché du travail kényan. Et c'est bien là le problème soulevé par les directeurs de ce volume dès leur introduction : il ne saurait y avoir de modification notable dans ce domaine sans une transformation radicale de la structure et de la répartition des revenus. [D.M.]

KAPLINSKY (Raphael), ed. — **Readings on the Multinational Corporation in Kenya.** — Nairobi, Oxford University Press, 1978. X-316 p. Bibliogr. Index.

Omniprésent dans les études politiques et économiques du Kenya, le rôle des multinationales dans ce pays n'avait pourtant guère été étudié dans le détail. R. Kaplinsky a donc souhaité éclairer au moins quelques aspects de leur fonctionnement réel. Il commence par dresser la liste des domaines sur lesquels l'analyse doit porter en priorité en insistant sur l'importance du rapport de ces firmes à l'État et de l'utilisation des situations de marchandage qui en résultent. Nicola Swainson présente un historique de la formation des compagnies au Kenya avant 1945 et de la place qu'y a tenu le capital étranger ; elle propose en fait ici ce qui deviendra un chapitre de son *Development of Corporate Capitalism in Kenya*. Richard Eglin met en évidence la structure oligopoliste du secteur industriel kényan et les conséquences de cette situation : ententes sur les prix compensée par une concurrence sur l'image des produits supposant des dépenses considérables en publicité que ne peuvent

« suivre » les éventuels compétiteurs locaux des multinationales. Il montre aussi comment cette structure oligopoliste est confortée par les mesures protectionnistes adoptées par le gouvernement kényan, et réclamées par les multinationales, qui, sous couvert de protéger l'industrie locale, aboutissent en réalité à favoriser l'activité d'un petit nombre de grandes firmes étrangères en leur permettant des profits considérables malgré des techniques de production inadaptées et des produits de médiocre qualité. R. Kaplinsky illustre justement, à partir de l'exemple de quelques sociétés britanniques, la quasi inexistance des transferts de technologie dans le cadre des multinationales et leur peu d'intérêt à susciter des innovations locales en ce domaine. Barry Herman revient sur les oligopoles à propos des raffineries installées en Afrique orientale et met en évidence les processus par lesquels les *majors* associés à Mombasa ont été capables de bâtir des superprofits alors que l'unité de raffinage concurrente implantée à Dar es Salaam par l'ENI associée au gouvernement tanzanien produisait un profit social plus important avec un moindre coût de production. Mais la contribution la plus marquante de ce volume est probablement celle de Steven Langdon qui entend replacer les multinationales dans le cadre d'une économie politique globale du Kenya. Il étudie donc les relations du pouvoir et de ces firmes et montre comment celles-ci peuvent peser sur celui-là sans pour autant être sensibles aux contraintes qu'il prétend leur imposer. Toutefois, S. Langdon nuance dans son analyse les théories mécanistes de la dépendance en insistant sur la symbiose qui s'est développée entre les multinationales et la bourgeoisie locale, symbiose qui implique bien sûr leur collaboration, donc des avantages consentis aux intérêts étrangers, mais qui permet aussi la consolidation de cette classe dont la croissance peut, à terme, entraîner une modification de la position des multinationales dans le pays. Cette perspective dynamique est complétée par l'histoire des

Chandarias que retrace Robin Murray : la transformation de cette famille de petits commerçants indiens en une multinationale à base kényane possédant 22 entreprises dans divers pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie, est l'illustration des possibilités d'accumulation interne qui pourraient permettre la constitution d'une bourgeoisie locale relativement autonome, que celle-ci soit Asiatique, Européenne ou Africaine, ou les trois ensemble. Après Colin Leys et avant Nicola Swainson (chronologiquement parlant), c'est donc une pièce importante qui est versée ici dans la discussion portant sur la nature de la dépendance du Kenya et sur les perspectives d'action, et de pouvoir, de la bourgeoisie locale en formation (ou déjà formée selon d'autres) dans ce pays. [D.M.]

KARIMI (Joseph), OCHIENG (Philip) — *The Kenyatta succession*. — Nairobi, Transafrica, 1980. XII-195 p. Index.

Le 26 octobre 1978, deux mois après la disparition de Jomo Kenyatta, Charles Njonjo, l'Attorney General, révèle que certains politiciens avaient fomenté un complot destiné à assassiner la plupart de ceux qui ont alors pris la direction du pays. L'affaire tourne autour d'un groupe paramilitaire, basé à Nakuru, non loin d'une des résidences officielles des chefs d'État kényans, destiné à lutter contre les voleurs de bestiaux dans la Rift Valley (d'où le surnom qui lui fut donné : *Ngoroko*, terme turkana désignant précisément les bandes vivant de raids sur les troupeaux). Le responsable de ce *Rift Valley Operation Team* quitte le pays ; le groupe est dissous ; Radio-Trottoir s'empare des rumeurs et alimente d'abondance la presse. On n'en saura pourtant guère plus, même lorsque le fugitif rentrera au pays et sera absout « dans l'intérêt public ».

C'est afin de lever un coin du voile que deux journalistes réputés pour leurs talents d'enquêteurs et leur

intégrité ont entrepris d'écrire *The Kenyatta Succession*. J. Karimi et P. Ochieng commencent par remettre les événements de l'année 1978 en perspective, par montrer comment ils sont évidemment liés aux différentes tentatives, plus ou moins légales, sinon parfois franchement criminelles, pour changer l'ordre établi : conférence de Limuru en 1966 qui aboutit à l'élimination politique d'Odinga Oginga ; assassinat de Tom Mboya en 1969 et interdiction subséquente de la KPU ; assassinat encore du député populiste J.-M. Kariuki en 1975 et « Mouvement pour changer la constitution » en 1976. Ce faisant, ils mettent en évidence certains traits majeurs du système politique kényan tel qu'il se constitue à la fin des années 60 et au début des années 70 : le rôle croissant tenu par une faction regroupée autour de certains membres de la famille Kenyatta pour lesquels enrichissement par le pillage des ressources nationales et pouvoir politique sont nécessairement liés ; l'importance nationale que revêtent les luttes pour le contrôle de la mairie de Nairobi ; la division entre groupes rivaux et la fluidité des camps, ce qui explique la nature quelquefois contradictoire (en apparence) des alliances ; l'insaisissable réalité du parti, mort en surface, mais qu'il est indispensable de maîtriser pour parvenir au pouvoir ; l'émergence de formes nouvelles d'entreprises politiques (au sens double d'organisation constituée en vue d'exercer le pouvoir et de cadre pour l'accumulation et l'investissement économiques) sous couvert d'associations d'entraide à base régionale, et notamment de la Gema (*Gikuyu Embu Meru Association*).

Utilisant à la fois des sources publiques (presse) qu'ils rassemblent en des collages originaux et des informations inédites (en particulier les témoignages de deux Commissaires provinciaux dont l'action fut déterminante durant la période de la succession, Isaya Mathenge et Eliud Mahihu) J. Karimi et P. Ochieng permettent de mieux comprendre la dynamique des événements qui ont

imposé l'accession à la magistrature de Daniel arap Moi par un processus légal et consensuel, du moins au niveau officiel ; ils montrent que l'actuel chef d'État (assisté d'un groupe efficace de collaborateurs et d'alliés) n'est pas le personnage falot qu'on attendait (que ses adversaires tout spécialement imaginaient) mais un authentique homme d'État. Mais, bien sûr, ils ne disent pas tout et laissent dans l'ombre un certain nombre d'aspects de ces quelques mois agités. Leur livre, qu'on s'arracha un temps à Nairobi, est en effet partie intégrante de l'affrontement sourd que continuent de se livrer les factions rivales ; il ne peut donc dire trop clairement qui sont les protagonistes et quelles sont les arènes. Il démonte ce qui est passé et, pourrait-on dire, déjà for-clos, ce qui ne peut plus avoir de conséquence et, de ce point de vue, il est remarquablement informatif. En outre, par ce travail même de mise à nu des mécanismes politiques, d'analyse du discours spécifiquement kényan, il propose une des clefs pour comprendre leur fonctionnement général, donc aussi leur évolution plus récente. Et c'est en cela sans doute qu'il est le plus utile. [D.M.]

OGOT (Bethwell A.) — *Historical Dictionary of Kenya*. — Metuchen (N.J.), London, The Scarecrow Press, 1981. XVIII - 279 p. Bibliogr. (*African Historical Dictionaries*. 29).

Dans la série des Dictionnaires historiques africains, B. Ogot qui peut être considéré comme le père de l'histoire moderne kényane a compilé un ouvrage extrêmement précieux. On y trouve en effet non seulement les notices biographiques des personnages historiques les plus importants mais également celles de nombreux hommes politiques et personnalités contemporains ; le Kenya est brièvement présenté en introduction et ses caractéristiques, ses lieux les plus significatifs sont détaillés en articles ; associations, sociétés, facteurs économiques

de quelque signification trouvent également leur place dans le corps du livre. C'est ainsi une représentation très complète et très précise du Kenya qui est proposée en ordre alphabétique. [D.M.]

SWAINSON (Nicola) — *The development of corporate capitalism in Kenya, 1918-1977*. — London, Heinemann, 1980. 306 p. Bibliogr. Index.

N. Swainson avait donné naguère quelques articles passionnants où elle remettait en question, à partir d'exemples concrets, les aspects les plus mécanistes et économicistes des théories de la dépendance. C'est ce travail poussé à son terme qui est ici présenté, et il s'agit d'un ouvrage capital aussi bien pour la connaissance du Kenya que pour l'analyse des relations entre capital « multinational » et capital « national », des contradictions qui s'y nouent et des luttes qui en découlent. Pour N. Swainson, en effet, il y a interdépendance entre tous les pays capitalistes, développés ou non ; il convient donc de penser les relations économiques internationales en termes de développement inégal et contradictoire plutôt que dans l'isolement du « sous-développement » et de la « dépendance ».

Avant de parvenir à cette conclusion, N. Swainson reprend l'histoire économique du Kenya en privilégiant l'étude des mécanismes de l'accumulation interne. Elle peut ainsi montrer l'opposition des intérêts entre le capital colonial (c'est-à-dire le capital des colons implantés au Kenya) et le capital métropolitain et comment, dans une telle situation, le gouvernement colonial local, jouissant d'une certaine autonomie d'action, doit jouer en permanence un rôle d'arbitre et donc s'engager directement dans la gestion des affaires économiques. On est d'emblée loin du libéralisme et du laissez-faire d'autant plus que la coercition exercée à l'endroit des Africains est l'un des leviers indispensables à la

fructification du capital colonial. Mais la belle époque sera, pour ce dernier, de courte durée : démarrage difficile, crise des années 30, deuxième guerre mondiale, modification des structures de l'économie internationale et de la position que peut y occuper la Grande-Bretagne : tout conduit le gouvernement métropolitain à une reprise en main dans les années 50, affirmation de pouvoir qui va être facilitée par l'insurrection Mau Mau et l'état d'urgence qui lui répond. Après 1945, c'est bien le capital « étranger » (métropolitain et multinational) qui va s'emparer du Kenya, qui va surtout mener les premières esquisses d'industrialisation. Et, dans ce « rééquilibrage », les gouvernements, métropolitain et kényan, joueront un rôle déterminant d'incitation et d'assistance. Parallèlement, les années 50 vont connaître une croissance relative des entreprises africaines, notamment dans le commerce, croissance stimulée d'abord par le retour de soldats démobilisés et peu désireux de se retrouver paysans ou salariés agricoles qui investissent leurs pécules dans des boutiques, des bars, des véhicules ; puis, sur une échelle plus importante, par le gouvernement, à la faveur des mesures destinées à saper l'influence des Mau Mau, et les firmes « étrangères » désireuses de contrôler le marché africain et confiant la distribution de leurs produits à des commerçants africains.

L'indépendance va permettre, dit N. Swainson, la prise du pouvoir par la bourgeoisie locale qui s'est ainsi constituée. Elle va, d'un côté, faire de l'État un mécanisme central d'accumulation en fonction de ses intérêts ; de l'autre, s'associer de plus en plus étroitement avec le capital multinational pour, là encore, en tirer les moyens d'investir à son propre compte. Mais cette association est concurrentielle : la bourgeoisie locale entend l'utiliser pour grignoter les positions du capital étranger et, dans cette entreprise, l'État lui est indispensable, d'où l'impérieuse nécessité pour elle de continuer à le contrôler étroitement.

N. Swainson a restitué la dynamique de la dialectique là où les « dépendantistes » n'avaient placé que des dichotomies statiques. Elle rend à la bourgeoisie, même africaine, même « périphérique », le rôle progressiste que lui avaient assigné les pères fondateurs du marxisme ; mais ce faisant, elle pêche peut-être par excès d'optimisme ou, plus exactement par manque de nuances.

N. Swainson insiste, à juste titre, sur les liens de tous ordres qui unissent les différentes fractions de la bourgeoisie locale et se refuse à distinguer entre la bureaucratie et les entrepreneurs ; elle en arrive ainsi à parler de la domination hégémonique de la bourgeoisie locale. C'est cette notion d'hégémonie qu'il faudrait sans doute préciser. Au départ, N. Swainson commence avec une définition un peu floue de la formation sociale qui l'incite à ne pas attacher assez de considération aux conditions non-économiques de l'accumulation : c'est-à-dire aux facteurs politiques et idéologiques. L'observation des luttes politiques depuis l'indépendance montre à l'évidence que si la bourgeoisie locale est cimentée par ses intérêts, elle n'en est pas moins diverse et que ses composantes s'affrontent pour le pouvoir politique, donc pour le contrôle de l'appareil d'État. Or, les camps en présence peuvent être regroupés selon deux lignes de démarcation : d'une part, les plus liés au capital étranger/les plus dépendants de l'accumulation interne ; de l'autre, les maîtres de l'État qui en tirent une rente de situation ou se livrent au pillage de ses ressources (détournement de fonds, trafics, etc./les entrepreneurs-investisseurs.

Ces quatre groupes, étroitement liés comme l'a montré N. Swainson, se livrent, du point de vue politique, à une sorte de jeu des chaises musicales : ils s'allient et s'opposent entre eux selon la conjoncture et selon le bénéfice qu'ils pensent y trouver du point de vue de l'accès au pouvoir. Le système politique où les élections, donc la participation populaire (dans

le parti et pour le parlement), jouent un rôle qu'il ne faut ni surestimer ni, surtout, sous-estimer, aussi bien que l'idéologie dominante ou, plus exactement, pour parler comme Marc Augé, l'*idéo-logique* mêlant l'éthique du succès (très proche des schémas wéberiens) et le poids de l'émergence naturelle des « notables », système politique et idéo-logique, donc, tendent à peser sur l'accès au pouvoir et sur ce que l'on peut en tirer, donc sur les conditions de l'établissement d'une hégémonie, étant bien entendu que les puissances économiques étrangères ne restent pas l'arme au pied

dans de telles circonstances et constituent elles aussi leurs réseaux fluctuants d'alliances.

L'étude des transformations des systèmes de pouvoir et des alliances, internes et externes, durant la période de transition qui a suivi le décès de Jomo Kenyatta devrait permettre d'affiner ce point de vue. Mais d'ores et déjà il est manifeste que l'étude de l'État en tant que tel devrait être poussée plus avant. Le travail de N. Swainson aura permis d'en situer plus précisément la nécessité et c'est encore l'un de ses mérites. [D.M.]

---

## POLITIQUE AFRICAINE

---

### Numéros disponibles

- |   |         |
|---|---------|
| 1. <i>La politique en Afrique noire : le haut et le bas</i> ..... | 45,00 F |
| 2. <i>L'Afrique dans le système international</i> .....           | 45,00 F |
| 3. <i>Tensions et ruptures en Afrique noire</i> .....             | 45,00 F |
| 4. <i>La question islamique en Afrique noire</i> .....            | 45,00 F |
| 5. <i>La France en Afrique</i> .....                              | 50,00 F |
| 6. <i>Le pouvoir d'être riche</i> .....                           | 50,00 F |